



**Conférence mondiale de la Décennie
des Nations Unies pour la femme :**

Egalité, développement et paix

**Copenhague, Danemark
14-30 juillet 1980**

Distr.
GENERALE

A/CONF.94/13/Corr.1
5 juin 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

UN 1980/28

JUL 6 1980

CONFERENCE

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN ET EVALUATION DES PROGRES ACCOMPLIS DANS L'APPLICATION DU PLAN
D'ACTION MONDIAL : PARTICIPATION A LA VIE POLITIQUE, A LA COOPERATION
INTERNATIONALE ET AU RENFORCEMENT DE LA PAIX INTERNATIONALE

Rectificatif

Paragraphe 19, ligne 2

Après : "au niveau national", insérer la phrase suivante : "En 1978, la participation médiane pour tous les pays qui ont répondu au questionnaire a été de 12 p. 100 au niveau local et de 6 p. 100 au niveau national".

Paragraphe 21, ligne 7

Après "deux membres du Parlement sont des femmes.", ajouter :

"Les réponses au questionnaire pour 1978 indiquent une participation féminine plus importante au niveau local qu'au niveau national. Au Botswana, les femmes représenteraient 12 p. 100 des élus à un emploi public au niveau local contre 2 p. 100 à l'échelon national, et 48 p. 100 des responsables nommés dans l'exécutif sont des femmes. Les réponses du Kenya indiquent que les femmes représentent 20 p. 100 des responsables à l'échelon local, 8 p. 100 à l'échelon national et 10 p. 100 dans l'exécutif. Le Kenya signale également pour la période à l'examen une augmentation de la participation féminine de 5 points de pourcentage à l'échelon local, 2 points de pourcentage à l'échelon national et 8 points de pourcentage dans l'exécutif. Madagascar indique que les femmes représentent 6,4 p. 100 de l'ensemble des responsables élus à l'échelon local, 3,4 p. 100 à l'échelon national et 9,9 p. 100 des hauts fonctionnaires de l'exécutif. A Maurice, les femmes représentaient en 1978 4,1 p. 100 des responsables élus à l'échelon national, et en 1975, 4,8 p. 100 des hauts fonctionnaires de l'exécutif. Au Swaziland, les responsables élus comptent 10 p. 100 de femmes à l'échelon local et 6 p. 100 à l'échelon national cependant que 10 p. 100 des hauts fonctionnaires de l'exécutif sont des femmes. Il n'a été signalé aucune augmentation pendant la période à l'examen".

/...

Paragraphe 23

Ajouter, au début du paragraphe :

"23. Il existe à la fois des analogies et des différences entre les pays à économie de marché et les pays à économie planifiée de la région de la CEE."

Paragraphe 24, lignes 9 et 10

Ajouter, après "La République démocratique allemande" (32,28 p. 100 en 1970 au niveau local, chiffre qui est passé à 35,95 p. 100 en 1977)." : "et 30,6 p. 100 en 1975 au niveau national, chiffre qui est passé à 33,6 p.100 en 1978)."

Paragraphe 24, dernière ligne

Ajouter, après "le pourcentage étant moins élevé au niveau national (15,5 p. 100)", : "La Hongrie a indiqué que les femmes représentaient 18,1 p. 100 de l'ensemble des responsables élus en 1975. Parmi les pays à économie planifiée, c'est la Pologne qui a enregistré l'augmentation la plus spectaculaire : 8 points de pourcentage au niveau local (de 20 à 28 p. 100) et 5 points de pourcentage à l'échelon national (de 16 à 21 p. 100).".

Paragraphe 25

Remplacer par ce qui suit le texte existant :

"25. les données fournies par les pays à économie de marché révèlent une importante différence entre le niveau de participation féminine dans les pays à économie planifiée et dans les pays à économie de marché. Le chiffre médian de la participation des femmes aux affaires publiques à l'échelon local dans les pays européens à économie de marché était de 10 p. 100 en 1975 et de 12,5 p. 100 en 1978. Tous les pays qui ont fourni des renseignements ont enregistré une certaine augmentation de la participation féminine à l'échelon local : Australie (de 6,7 p. 100 à 7,8 p. 100), Belgique (de 4 p. 100 à 12 p. 100), Danemark (de 12,1 p. 100 à 17,1 p. 100), Islande (de 3,7 p. 100 à 6,2 p. 100), Pays-Bas (de 10 p. 100 à 13 p. 100), Suède (de 17 p. 100 à 23 p. 100). A l'échelon national, la participation féminine médiane dans l'ensemble des pays à économie de marché est passée de 6,2 p. 100 en 1975 à 8,2 p. 100 en 1978. La plupart des pays ont connu une augmentation pendant cette période : Allemagne, République fédérale d', (de 5,8 p. 100 à 7,3 p. 100), Autriche (de 6,6 p.100 à 8,2 p. 100), Belgique (de 3 p. 100 à 6 p. 100), Danemark (de 16 p. 100 à 17,1 p. 100), Finlande (de 23 p. 100 à 26,5 p. 100), Irlande (de 2,7 p. 100 à 4,5 p. 100), et Norvège (de 16 p. 100 à 24 p. 100). Cependant, pour l'Islande, le chiffre de 5 p. 100 demeure inchangé. Deux pays ont enregistré une baisse : les Pays-Bas (de 13 p. 100 à 12 p. 100), et le Royaume-Uni (de 4,3 p. 100 à 2,8 p. 100)."

Paragraphe 26

Remplacer le texte existant par ce qui suit

"26. La participation des femmes aux plus hautes responsabilités de l'exécutif a décliné pendant la période à l'examen, la proportion médiane passant de 6,9 à 4,2 p. 100. Cette baisse pour l'ensemble de la région est due en partie au fait que dans plusieurs pays, le taux de participation est resté le même. Au Danemark et en Irlande, par exemple, il n'y avait aucune femme à ces postes pendant la période à l'examen. En Finlande, la participation féminine était toujours de 10 p. 100 et les Pays-Bas et le Royaume-Uni ont signalé une baisse de participation allant de 3 à 2 p. 100 et de 6,9 à 5,3 p. 100 respectivement. Malgré cette tendance générale, plusieurs pays ont enregistré une augmentation de la participation féminine pendant cette période : l'Autriche (de 3 à 3,1 p. 100), la Belgique (de 19,1 à 28 p. 100), l'Espagne (de 1 à 1,2 p. 100), l'Irlande (de 15 à 16,8 p. 100) et la Suède (de 16 à 30 p. 100)."

Paragraphe 33, première ligne

Après "les pays", insérer "de la région de l'Amérique latine".

Paragraphe 33, ligne 3

Après : "une légère augmentation.", ajouter :

"Malgré la tendance générale, les données indiquent un fléchissement du nombre de femmes élues à des postes de responsabilité officielle à l'échelon local pendant la période à l'examen : Colombie (de 8,2 à 7,1 p. 100); Cuba (de 8 à 7,2 p. 100); et République dominicaine (de 3,6 à 2,4 p. 100). A cet échelon, la participation médiane des femmes a augmenté de 2,5 points de pourcentage - de 10,9 à 13,4 p. 100 - pendant la période à l'examen. Au niveau national, la Colombie a enregistré un fléchissement (de 11,7 à 9,9 p. 100), la Jamaïque une augmentation (de 10,9 à 13,4 p. 100) cependant qu'en République dominicaine, le pourcentage demeurait inchangé (13,2 p. 100).

Paragraphe 33, ligne 4

A la fin du paragraphe ajouter :

"On a peu de renseignements sur le nombre de femmes d'Amérique latine nommées à des postes de haute responsabilité dans l'exécutif. En 1975, les Cubaines occupaient 13 p. 100 de ces postes et les Equatoriennes 10 p. 100. En 1978, les Jamaïcaines représentaient 5 p. 100 des personnes occupant de hautes fonctions dans l'exécutif."

/...

Paragraphe 39

A la fin du paragraphe, ajouter :

"La proportion de femmes occupant un poste officiel était également variable dans la région de l'Asie. Cependant, sept pays seulement ont fourni des données permettant d'évaluer le niveau auquel s'établissait la participation féminine dans les différents domaines politiques et de dégager des tendances à cet égard. D'après les données concernant l'Asie, le nombre de femmes exerçant des fonctions officielles électives à l'échelon local était faible par rapport aux autres régions. Il n'y en avait aucune à Sri Lanka. La proportion de femmes exerçant de telles fonctions était de 2 p. 100 en Papouasie-Nouvelle-Guinée et de 2,7 p. 100 en Inde. Au cours de la période à l'examen, la Papouasie-Nouvelle-Guinée a connu une augmentation de deux points de pourcentage (de 0 à 2 p. 100), tandis que l'Inde enregistrait une baisse de 2,2 points de pourcentage (de 4,9 à 2,7 p. 100)."

Paragraphe 40

Ajouter, au début du paragraphe :

"40. Dans les pays à économie de marché de la région de la CESAP, ce nombre a augmenté. La Nouvelle-Zélande a enregistré une augmentation relativement importante du pourcentage de femmes élues à des postes de responsabilité locaux".

Ajouter à la fin du paragraphe :

"Au Japon, la proportion de femmes exerçant de hautes fonctions officielles dans l'exécutif a augmenté légèrement pendant la période à l'examen, passant de 0,3 à 0,4 p. 100."

Paragraphe 41

Les deux dernières phrases se lisent comme suit :

"Le Comité permanent du Congrès national populaire comptait 39 femmes, soit 19,5 p. 100 du nombre total de ses membres. Aucun chiffre n'a été fourni néanmoins sur les augmentations qui ont pu avoir lieu au cours des cinq dernières années."

Paragraphe 42

Remplacer le texte existant par ce qui suit :

"42. Par rapport à d'autres régions, les femmes ne représentaient là encore qu'un petit nombre des responsables élus à l'échelon national. Singapour et Sri Lanka ont indiqué que pendant la période à l'examen, aucune femme n'occupait de poste à ce niveau. Singapour a répondu qu'aucune femme n'avait été élue à un emploi public au niveau national et signalé que la participation des femmes avait baissé, bien qu'il n'existât aucune 'contrainte législative
/...

limitant le droit de vote ou l'éligibilité des femmes'. D'après les renseignements fournis pour 1978, les femmes représentaient alors 3 p. 100 des responsables nationaux en Papouasie-Nouvelle-Guinée, 3,5 p. 100 en Inde et 5,4 p. 100 aux Philippines. Entre 1975 et 1978, la participation féminine a augmenté dans deux de ces pays et a baissé dans le troisième : la Papouasie-Nouvelle-Guinée a enregistré une augmentation de 2 points de pourcentage (de 1 à 3 p. 100), les Philippines de 2,8 points de pourcentage (de 2,6 à 5,4 p. 100) et l'Inde une baisse de 0,5 point de pourcentage (de 4 à 3,5 p. 100)."

Paragraphe 43

Remplacer la dernière phrase par ce qui suit :

"Le chiffre correspondant pour la Papouasie-Nouvelle-Guinée était de 4 p. 100, ce qui représentait une augmentation de 1 point de pourcentage par rapport à 1975. Le Pakistan a indiqué qu'en 1975, 5 p. 100 de ces postes étaient occupés par des femmes."

Paragraphe 44

Remplacer la première phrase par ce qui suit :

"44. Le nombre de femmes occupant des postes de responsabilité dans les syndicats a augmenté pendant la période à l'examen dans quatre des neuf pays pour lesquels des données sont disponibles (Islande, 8,7 points de pourcentage; Belgique et Jamaïque, 2 points de pourcentage; et Nouvelle-Zélande, 1,4 point de pourcentage); il est resté inchangé dans quatre pays (Autriche, Botswana, Royaume-Uni et Singapour). Le Kenya est le seul pays à avoir fait état d'une baisse, encore qu'elle n'ait été que de 0,5 point de pourcentage. Le niveau médian de participation en 1978 était de 4,95 p. 100 pour l'ensemble, 13 p. 100 dans les pays développés et 2 p. 100 dans les pays en développement."
